

FRONT NATIONAL

11e circonscription de Paris (Bel-Air - Picpus)

Hilaire CHOLLET

Professeur de Lettres

CANDIDAT

Jean-Alain DUFOUR

Elève de l'Ecole des Sciences politiques

SUPPLÉANT

J'AI l'honneur de me présenter à vous sous les couleurs du Front National comme candidat aux élections législatives de mars en cette 11e circonscription de Paris (Bel-Air-Picpus).

Candidat de l'opposition nationale, je me refuse aux jeux habituels des politiciens. Notre seul but est de sauvegarder l'avenir du pays.

La crise dont souffre la France n'est pas tellement politique ou sociale. C'est une crise morale qui met en cause les valeurs fondamentales de notre société. Sans doute, l'évolution du monde moderne trouble partout les esprits et perturbe les mœurs.

Mais c'est justement le rôle des Pouvoirs publics de maîtriser cette évolution et de sauvegarder les principes qui nous ont faits ce que nous sommes, et dont l'oubli conduit à la décadence.

Nous voulons qu'au sein de la famille, cellule de base de la Société, soit reconnue l'autorité des parents comme premiers éducateurs de leurs enfants.

Nous voulons qu'à l'école, prolongement de la famille, l'enseignement aille de pair avec l'éducation, que le calme nécessaire aux études y soit rétabli : tout doit être abrogé, ainsi que l'écrit Pierre Gaxotte, « à peu près tout ce qui a été fait dans l'Université depuis le funeste principat d'Edgar Faure ».

Nous voulons que dans le milieu du travail l'ouvrier retrouve sa dignité, qu'il ne soit plus considéré comme un automate, anonyme et aveugle, que patron, cadres et ouvriers s'associent pour la meilleure fortune de l'entreprise.

Nous voulons qu'au sein de l'Etat national la seule hiérarchie s'établisse sur le talent, que la seule aristocratie soit celle du courage et du mérite.

Un bilan de désordre et d'injustice

Hostile à tout ce qui menace l'intégrité de la Nation, l'Etat national s'oppose à l'internationale communiste ainsi qu'à l'internationale de la haute finance.

Le gouvernement actuel et sa majorité avilie n'ont songé qu'à se maintenir en place, tolérant ou favorisant le désordre sous toutes ses formes.

Les scandales financiers et administratifs se sont multipliés. L'Education nationale est livrée à l'anarchie et à l'absurdité. Les banques règnent sur notre économie, au détriment des producteurs de la richesse nationale, ouvriers, cadres, et patrons. Les chefs de la C.G.T. communiste et de la C.F.D.T. gauchiste sont devenus les interlocuteurs privilégiés d'un Pouvoir incohérent. Les classes moyennes, les professions libérales, les commerçants et les artisans se voient écrasés par une fiscalité arbitraire et paralysés par des réglementations absurdes et tyranniques.

La hausse du coût de la vie et l'inflation ne sont que les conséquences obligatoires d'un budget public écrasant, caractérisé par l'étatisme, le dirigisme, l'imprévoyance et le gaspillage. La ménagère en paye chaque jour le prix exorbitant, et le contribuable chaque année, lorsqu'il n'a pas la chance d'être un privilégié du système.

D'abord, défendre les Français

Qui oserait prétendre que les Français ont été défendus par les députés élus en 1968 et qui ont trahi la confiance du peuple ? Défendus contre l'injustice administrative et l'oppression fiscale ?

Défendus contre la tyrannie des technocrates et la gabegie ? Défendus contre la toute-puissance de l'argent, contre la spéculation et contre les scandales ? Défendus contre la pornographie, l'immoralité, la drogue et la criminalité ? Défendus enfin contre l'invasion de leur vieux pays par une foule d'indésirables ?

Contre l'invasion de la France par les indésirables

Les Français ne sont ni xénophobes, ni racistes. De tout temps, ils ont accueilli généreusement les immigrés honnêtes et laborieux. Ils tendent une main

AVEC LA DROITE SOCIALE ET POPULAIRE

fraternelle aux travailleurs étrangers sérieux et capables, utiles à notre économie, respectueux de nos lois, de notre morale, de notre civilisation. Mais ils ne supportent plus que la France soit colonisée, exploitée, terrorisée.

Il n'est pas tolérable que notre pays soit devenu un dépotoir ouvert aux bons-à-rien, aux tarés, aux délinquants, aux criminels... Il n'est pas tolérable que l'insécurité règne dans tant de quartiers où les commerçants vivent dans l'inquiétude, où les agressions sont quotidiennes, où il est dangereux pour une femme de sortir seule à la tombée de la nuit. Il n'est pas non plus tolérable que notre budget social et hospitalier soit dilapidé au profit des indésirables.

A ces périls croissants, une seule solution : la stricte surveillance aux frontières des candidats à l'immigration enfin soumis à un triple contrôle — sanitaire, professionnel et judiciaire.

Une seule sanction aux manquements aux règles de l'hospitalité : l'expulsion immédiate par mesure administrative des immigrés condamnés de droit commun, des « chômeurs » perpétuels, des étrangers convaincus d'agitation politique, quelles qu'en soient les tendances.

Tout cela, vous le pensez. Quel candidat vous en parle ? Et il s'agit pourtant d'un problème vital pour le présent et pour l'avenir de la nation.

Ce que nous pouvons faire

Sans démagogie, nous sommes convaincus qu'un certain nombre d'objectifs peuvent être atteints, soit qu'ils dépendent uniquement d'une décision du gouvernement ou du Parlement, soit qu'ils n'imposent pas de charges publiques excessives, soit qu'ils permettent même d'appréciables économies budgétaires. A savoir, dans divers domaines :

- Egalisation des mesures obligatoires de protection sociale (maladie, invalidité, vieillesse) pour toutes les catégories de travailleurs, salariés, commerçants, artisans, etc., les mesures complémentaires facultatives relevant des possibilités et de l'initiative de chacun et d'une gestion mutualiste ou privée.
- Libéralisation et clarification des lois et règlements d'incidence économique et professionnelle, aussi bien en ce qui concerne l'industrie, l'artisanat et le commerce que les carrières libérales, médicales, paramédicales, indépendantes, etc.
- Réglementation de la grève dans les services publics, assortie de l'institution de tribunaux sociaux d'arbitrage des conflits totalement indépendants du gouvernement, des administrations en cause et des syndicats intéressés. Nul ne peut être juge et partie.
- Répression conforme aux rigueurs de la loi des crimes de sang, du trafic de drogues, des attentats sexuels, des trafics d'influence et prévarications.

Ce que nous devons empêcher

La majorité sortante, au pouvoir depuis 15 ans, porte la responsabilité de la menace du Front Populaire qui pèse sur le pays. Ce sont ses erreurs, ses carences et ses fautes qui se trouvent à la base des mécontentements exploités par l'alliance contre nature socialo-communiste.

Les communistes au pouvoir, ce serait à bref délai l'élimination de leurs « alliés » socialistes, le parti unique, le syndicat d'Etat, la dictature, le totalitarisme, la liquidation des libertés publiques, personnelles, religieuses et culturelles. Nous ne polémiquons pas : c'est la réalité constatée dans tous les Etats soumis à la tyrannie marxiste.

Votez pour vos idées

Le mode de scrutin actuel vous permet au premier tour d'exprimer vos opinions, sans calcul et sans crainte, de donner toutes ses chances pour le second tour au candidat dont vous partagez les idées.

Si vous croyez que nous avons raison, si vous estimez justes et nécessaires les positions du Front National, brisez l'équivoque. La Droite française, c'est-à-dire la vraie majorité du corps électoral, a trop longtemps voté pour des candidats U.D.R., U.R.P., centristes et autres faux-nez, prêts à tous les reniements et à toutes les compromissions.

Nos remparts sont menacés. Déjà l'ennemi se glisse à l'intérieur des murs. Nous vous invitons à vous rassembler pour la défense d'une Société en péril.

LE 4 MARS, TOUS AUX URNES !

dès maintenant

REJOIGNEZ LE FRONT NATIONAL

vu le candidat : **Hilaire CHOLLET**

IMPRIMERIE DIEPPOISE, R. V-HUGO - DIEPPE